

Eyschen réplique que l'acte du 16. 4. 1907 n'est qu'une conséquence du pacte de 1783 qui, lui, prévoit «que le dernier agnat a le droit de désigner une autre personne que la fille aînée: «er soll Vorsehung treffen.» A quoi Welter répond qu'en ce cas la loi est superflue. Mais Eyschen continue à défendre son projet: même si le Grand-Duc peut changer les statuts de famille prévus par la Constitution «nous voulons garantir l'avenir . . . pour qu'aucune des dispositions qui viennent d'être prises ne puisse être changée sans l'assentiment du Grand-Duché.»

Quand le président propose à la Chambre de se réunir dans les trois jours, Welter proteste avec la dernière énergie contre «cette manière de mener la Chambre . . . à la fêrule.» Il ne veut pas que l'on force de nouveau la main aux députés comme on l'a fait lors du renouvellement du traité douanier et de la convention des chemins de fer, en 1902.

Si Welter, qui réclame huit jours d'études avant d'entrer en sections, s'exclame que bâcler une si grave question c'est commettre un forfait contre le pays, son ami X. Brasseur ajoute: «et contre les puissances signataires.» Et comme Welter reproche au Ministre d'Etat de n'avoir pas complété le dossier par les avis qui expriment une opinion contraire à la thèse de la maison grand-ducale, on sent que l'atmosphère s'échauffe, surtout quand Eyschen prétend qu'il ne connaît pas ces avis.

Par 32 voix contre les 6 voix des socialistes et 4 abstentions (le Bureau), la Chambre décide de se réunir en sections le 6 juin.<sup>3)</sup>

Mais lorsqu'arriva le premier télégramme du comte de Merenberg, les sections s'ajournèrent jusqu'au 11 juin. A cette date et les jours suivants seront communiqués les avis Silberstein, Frisch, Haenel et Laband.

Le 17 juin parut le rapport de la section centrale, et le projet fut placé à l'ordre du jour de la séance plénière du 20 juin. Le matin même les députés reçurent par exprès un envoi contenant l'avis Laband (demandé par Eyschen), la réplique du Dr Silberstein aux thèses du professeur de Strasbourg ainsi que l'étude de Joseph Brincour que Welter avoue être un des plus importants documents du dossier.

Après que le président Laval eut donné lecture d'un second télégramme du comte de Merenberg et que Paul Eyschen eut essayé de réfuter les assertions de l'expéditeur, Welter trouva qu'il serait «de la dernière inconvenance» d'entrer immédiatement en discussion et qu'il fallait laisser aux députés le temps nécessaire pour étudier convenablement tous les documents. Une motion Welter d'ajourner la discussion est rejetée par 39 voix contre 9 et 1 abstention (le rapporteur Adolphe Schmit). Aux 8 socialistes s'est allié le baron de Tornaco qui est décidé de voter le projet mais qui désapprouve la hâte qu'on met à entrer en discussion sans y être suffisamment préparé.

Le rapporteur Schmit, dans son exposé oral, touche entre autres les arrangements intervenus entre le duc Adolphe et le prince Nicolas et qui, marquant la scission, devaient éliminer le comte de Merenberg de la famille des Nassau. Il est souvent interrompu par Michel Welter auquel le